

l'europa z feminin

POUR UNE VRAIE PARITÉ

WOMEN IN EUROPE : REACHING PARITY

Parlement européen - 19 novembre 2009
European Parliament - 19th November 2009

Compte rendu
Report



La longue route qui a conduit les citoyens et les États européens sur le chemin de l'intégration semble avoir laissé sur le bord du chemin l'égalité et la parité homme-femme, tant on est loin du ratio 50 / 50 dans la sphère politique.

Malgré les dispositions légales nationales et européennes, les inégalités sont toujours présentes et la discrimination contre les femmes monnaie courante au sein de l'Union. La difficulté à concilier vie familiale et vie professionnelle, les limitations inhérentes aux perspectives de carrière, la violence domestique et la faible présence dans le processus décisionnel en sont autant de facettes.

Inclure les femmes dans le processus décisionnel est une nécessité. Une nécessité **démocratique**, car à parité de talents, d'idées ou d'expériences entre hommes et femmes, toute discrimination est contraire à l'idéal démocratique. Une nécessité **sociale**, car la conciliation entre vie familiale et professionnelle est bénéfique pour tous. Enfin, une nécessité **économique**, la participation des femmes apportant prospérité et croissance.

Ces trois considérations devraient être incluses dans le programme politique de l'UE, mais ne le sont, hélas, pas toujours. Dès lors, il convient d'amener les partis politiques à augmenter le nombre de femmes candidates sur les listes électorales et à **instaurer des quotas**, tant dans le secteur public que privé. Ces derniers constituent, en effet, la seule réponse effective à la discrimination de fait à laquelle font face les femmes.

Il est temps de passer des mots aux actes en matière d'égalité homme-femme en nommant des femmes aux postes clés de l'Union européenne. Le système qui implique que les hommes choisissent des hommes risque de rendre les femmes invisibles. La tâche nous revient de les rendre visibles car « the right man in the right job is often a woman »¹.

1 Article Financial Times 16 novembre 2009

Panel I - Etat actuel de la participation des femmes à la vie politique en Europe : où en est-on ? Qu'apporte la gouvernance féminine ?



Zacharoula Karagiannopoulou (CKID), Andreea Paul (Ithaka), Pascale Joannin, (Fondation Robert Schuman), Vaira Vike Freiberga, Marie Jilkova (Ano pro Evropu), Concepción Dancausa (FAES)

Toutes les interventions démontrent, sans surprise, l'existence d'une sous-représentation féminine. Malgré des avancées législatives indéniables, l'Europe n'a toujours pas atteint l'égalité homme-femme. On recense à ce jour, **24% de femmes dans les 27 Parlements nationaux, 26% dans les 27 gouvernements, 35% au Parlement européen.** Cette situation n'est pas acceptable.

L'UE possède pourtant un **rôle primordial** d'aiguillon. En effet, les États membres sont astreints à transposer la feuille de route européenne que constituent les directives dans leur droit national, garantissant ainsi l'application du principe de la parité homme-femme que l'Union européenne entend promouvoir sur son territoire.

En Espagne, une avancée importante en matière de parité et d'égalité a été réalisée ces dernières années. Le pays s'est astreint à une composition paritaire des gouvernements, des groupes politiques et des appareils des partis, ce qui le place désormais dans le peloton de tête de la parité en Europe.

En Grèce, la législation s'attaque aussi à la sous-représentation des femmes dans la vie politique, mais aussi au mal qui ronge la société grecque, à

savoir la violence et la discrimination envers les femmes.

En Roumanie, en 2008 a été désignée la première femme Présidente de la Chambre des Députés.

L'instauration de quotas donne lieu à de vifs débats au sein des États membres.

En République tchèque, la mise en œuvre des quotas a eu un effet négatif sur l'image des femmes. Toutefois, les femmes conviennent que ces **quotas sont nécessaires pour faire bouger les choses** (exemple de la France) même si d'autres solutions sont également possibles (promotion des carrières féminines, éducation, égalité sur le mérite et le talent).

Il convient également de renforcer et de structurer une solidarité féminine. Pour cela, les femmes doivent apprendre à travailler en réseau. Car les stéréotypes et autres préjugés sur les femmes ont la vie dure. L'objectif est de permettre aux femmes de choisir librement un projet de carrière combiné avec une vie privée et familiale. Il faut **modifier la législation, mais aussi les mentalités.**



Orient. Ce constat étant fait, il ne faut pas non plus se leurrer sur la situation des femmes en Europe. Force est d'affirmer que, si l'Europe a progressé dans ses dimensions humaine et institutionnelle, **ce progrès ne s'est pas accompagné de l'établissement de la parité homme-femme, ni dans la sphère publique, ni dans le domaine privé.**

Des améliorations ne sont identifiables que dans les

Les femmes en Europe sont privilégiées, même si beaucoup reste encore à faire, par rapport aux femmes d'autres parties du monde leur situation n'équivaut en rien à la situation de femmes vivant dans des zones de conflit. Les femmes sont en effet les victimes premières des conflits. En outre, en dehors de toute situation de guerre, leur situation peut être dramatique, si l'on pense aux excisions et autres mutilations réalisées au nom de croyances religieuses ou philosophiques, ou encore à l'exclusion des femmes des droits civils et politiques comme c'est le cas dans certains pays d'Afrique ou du Moyen

situations où une loi spécifique a été mise en œuvre. La force des préjugés et l'hostilité dont font l'objet les femmes qui souhaitent faire jeu égal avec les hommes persistent dans la sphère européenne et représentent les obstacles principaux aux progrès en matière de parité.

La solution prônée réside dans une lutte constante contre les préjugés et stéréotypes, de quelque nature qu'ils soient, tout en étant conscient que la fin du combat, et la réalisation de la parité qui en résulterait, n'est pas pour demain.



Les femmes ont une place essentielle au sein de la société et pourtant leur présence dans la sphère du pouvoir est largement insuffisante. Cette sous-représentation constitue en soi

un déficit démocratique. Les raisons de cette sous-représentation sont multiples. **Le rôle des partis politiques est fondamental.** Ils ont la responsabilité de présenter un nombre suffisant de femmes et de les placer en position éligible. **Le nombre de mandats successifs** doit être limité afin de permettre un renouvellement des élus. Les parlements nationaux et le Parlement européen doivent adopter des

législations efficaces, à l'instar de la Norvège, afin de **favoriser la parité au sein du secteur privé, et particulièrement au sein des grandes entreprises et des conseils d'administration, où les femmes sont très faiblement représentées.** Différentes actions sont à mener pour remédier à ce déficit. Une sensibilisation accrue des acteurs doit être engagée. Les stéréotypes de genres doivent être combattus, notamment en ce qui concerne les choix éducatifs et professionnels. Les politiques de conciliation vie privée/vie professionnelle doivent être améliorées. Des réseaux de femmes dans la politique comme dans le secteur privé doivent être développés. Enfin, il serait souhaitable que les femmes qui travaillent au plus haut niveau soient visibles sur la scène publique et servent de modèle. La Commission européenne a à cœur de défendre l'égalité homme/femme. **L'Europe doit montrer l'exemple.**



Brigitte Grésy (IGAS), Nathalie de Baudry d'Asson (Le Lien public), Theresa Murphy (EWL), Evelynne Gebhardt (MEP), Victoria Appelbe (ville de Bonn), Roza Thun (MEP),

Les intervenantes ont dû **beaucoup travailler pour pouvoir s'imposer** dans un monde qui est créé par et pour les hommes. En Pologne et en Irlande, les femmes participent activement à la vie locale, même si cette présence ne se retrouve pas toujours au niveau national. Par ailleurs, dans le secteur privé, de nombreuses mesures ont été prises pour faciliter l'emploi des femmes, en Allemagne. A Bonn, la mairie a investi dans la garde des petits enfants et a mis en place une structure qui a pour but de conseiller les femmes qui veulent développer une entreprise afin de les aider à mettre en place des stratégies de développement.

En Irlande, le Conseil national des femmes encourage les femmes des zones rurales ou les migrantes à avoir confiance en elle et à travailler. Toutefois, les Irlandaises font face à 5 obstacles majeurs qui les empêchent d'accéder à des postes à responsabilités : la garde des enfants, l'argent, la procédure de sélection des candidats, la culture et la confiance. Pour atteindre la parité, deux canaux doivent être simultanément envisagés: **la loi et les représentations.**

La loi permet de contraindre les sociétés et les individus. Les quotas seraient une solution adéquate car ils permettraient de répondre au quota invisible que représente la logique de cooptation masculine. Des sanctions financières devraient être instaurées afin de les faire respecter. Ceci est loin d'être impossible, car même dans les partis conservateurs, l'idée de quota est acceptée. D'après

les intervenantes, l'efficacité des quotas n'est plus à démontrer.

La conciliation de la vie familiale et professionnelle doit être favorisée. A cet effet, la flexibilité des carrières doit être rendue possible. De même, des allègements fiscaux pourraient permettre d'aider les familles nombreuses à faire face aux frais des crèches par exemple.

Mais la loi seule ne suffit pas. **Un travail d'éducation** est nécessaire et ce dès l'enfance. Les **modèles identificateurs** doivent être repensés et combattus **à l'école**, par de nouveaux programmes de formation des enseignants. **Dans les medias**, l'image des femmes n'est pas représentative de la réalité. Leur taux de présence est de 1/3 et lorsqu'elles s'expriment, c'est principalement en tant que témoin ou de victime, non en tant qu'expert. **Dans les organisations du travail**, la gestion des carrières doit être repensée non pas de façon linéaire car cela ne correspond pas aux besoins des femmes. Enfin, il faut mettre en lumière des **modèles de femmes**, l'exemplarité pouvant jouer un rôle majeur pour inciter et donner confiance.

De plus, les femmes ne doivent pas essayer de reproduire les comportements masculins mais être elles-mêmes, faire preuve de créativité et accroître leur visibilité. De nombreux responsables politiques promeuvent la parité et l'Europe devrait pouvoir être un modèle pour le monde en la matière.



Theresa Philippi (ÖVP), Barbara Matera (MEP), Radvilė Morkunaitė (MEP), Anna-Maria Corazza-Bildt (MEP), Emilie Turunen, (MEP), Anna-Greta Tshakna (Ville de Tallinn), Anne Glémarec (Euronews)

De cet échange de vues entre jeunes femmes engagées dans la vie politique européenne, le point clé reste le **défi culturel**, notamment dans la sphère privée. Les femmes ne devraient pas se positionner en tant que victimes mais se supporter entre elles pour que se dégage une réelle évolution en termes de parité.

Les cadettes du Parlement européen ont toutes deux bénéficié d'un soutien de leurs partis, afin de contribuer à rajeunir l'image de l'Europe. La nouvelle génération a été élevée dans la parité, les technologies de l'information et une plus grande ouverture au monde. En dépit de la légitimité de leurs actions, elles subissent encore de nombreuses critiques qui leur reprochent un manque de crédibilité lié à leur courte expérience politique.

Toutes ont en commun leur **engagement dès le plus jeune âge dans l'action sociale**. Il est important de s'impliquer dans les œuvres sociales ou dans l'activisme étudiant pour acquérir le savoir-faire nécessaire pour entrer en politique.

Les problèmes de l'inégalité homme/femme sont structurels. En politique, la notion de leadership demeure essentiellement masculine. La jeune femme reste tributaire de son rôle au sein de la cellule familiale et elle a pourtant beaucoup à offrir professionnellement en termes de compétences. Les femmes des nouvelles générations sont fortes, indépendantes, organisées. Le revers de la médaille reste leur fragilité et leur isolement car elles choisissent souvent des stratégies individuelles face aux difficultés. **Les réseaux féminins sont essentiels.**

La représentation politique ne peut pas uniquement se fonder sur les idées : à la représentativité des différents groupes d'une société doit s'accompagner une représentativité fondée sur les identités.

10 suggestions pour l'avenir

1. L'Union européenne a un rôle d'aiguillon en matière d'égalité hommes-femmes et elle doit continuer à tirer les États membres vers le haut et ne pas se contenter du plus petit dénominateur commun ;
2. Les quotas sont incontournables tant dans la sphère politique que dans la sphère économique ;
3. Les politiques permettant de mieux concilier vie privée et vie professionnelle, notamment en finançant la garde des enfants et en promouvant la flexibilité des carrières, doivent être améliorées ;
4. La loi est un instrument fondamental car elle permet une certaine évolution mais il faut avant tout travailler sur les mentalités, d'où le rôle primordial de l'éducation ;
5. La société civile, notamment les médias, doit être impliquée dans l'élaboration et la mise en œuvre de la législation, sinon elle demeure sans effet ;
6. Un travail de fond sur les partis, sur leurs structures ainsi que sur les mentalités de leurs dirigeants, est nécessaire, car ce sont les partis qui établissent les listes de candidats ;
7. Des structures de conseil, par exemple pour les femmes qui souhaitent monter une entreprise, pour les aider à faire face aux difficultés mais aussi à leur donner confiance en elles, doivent être développées ;
8. Nécessité de créer une solidarité entre les femmes de tout bord politique et de promouvoir les réseaux féminins européens trans-courants.
9. Les jeunes femmes ont besoin de modèles féminins positifs, en politique mais également dans l'entreprise ou les médias ;
10. Miser sur les jeunes générations, plus ouvertes aux idées de parité et d'égalité et moins liées par les stéréotypes et les mentalités traditionnelles.



A long road has led the citizens and the Member States towards integration but the issue of equality between men and women seems to have been left on the wayside and we are far from achieving the 50/50 ratio in the political world.

In spite of legal measures taken both nationally and on a European level inequalities still exist and discrimination against women is still common in the Union. The difficulty in reconciling family and professional life, the impediments inherent to having a career, domestic violence, and the low profile women occupy in the decision making process are all facets of this problem.

Including women in the decision making process is a necessity. A **democratic** necessity because it is on a par with talent, ideas and even experience between men and women; any type of discrimination is contrary to the democratic ideal. It is a **social** necessity because reconciling family and professional life is beneficial for all. Finally it

is an **economic** necessity; women's participation provides prosperity and growth.

These three thoughts should be included in the EU's political programme but unfortunately they are still not part of it. It seems appropriate that from now on political parties should increase the number of women candidates on their electoral lists and **establish quotas**, both in the public and private sector. The latter are in effect the only effective answer to give to the discrimination which women fall victim to.

It is time to move on from words to action in terms of male/female equality by the appointment of women to key posts in the European Union. The system that involves men choosing men makes women invisible. It is up to us to give them profile because *"the right man in the right job is often a woman"*¹.

1 Financial Times 16th November 2009

Panel I : The Present State of Women's Participation in Political Life in Europe: Feminine Governance, Balance Sheet and Forecasts.



Zacharoula Karagiannopoulou (CKID), Andreea Paul (Ithaka), Pascale Joannin, (Robert Schuman Foundation), Vaira Vike Freiberga, Marie Jilkova (Ano pro Evropu), Concepción Dancausa (FAES)

Unsurprisingly all of the speakers show that women are under-represented. In spite of undeniable legislative progress Europe still has not achieved male/female equality. To date there are **24% of women in the 27 national Parliaments, 26% in the 27 governments, 35% in the European Parliament.** This situation is unacceptable.

However the EU has a **primordial driving role** to play. Indeed Member States are obliged to transpose the European roadmap in terms of the directives into their national law thereby guaranteeing the application of parity between men and women which the European Union aims to encourage within its preserve.

In Spain a major step forwards towards parity and equality has been accomplished over the last few years. The country has compelled itself to establishing an equal composition in its governments, political groups and party organizations, action which now places it as leader in terms parity in Europe.

In Greece legislation has also addressed women's under-representation in political life but also an ill

which plagues Greek society, namely violence and discrimination against women.

In 2008 in Romania the first woman President of the Chamber of Deputies was appointed.

The establishment of quotas is the source of lively debate within the Member States.

In the Czech Republic the implementation of quotas had a negative effect on women's image. However women agree that these **quotas are necessary to drive things along**, (the example set by France) even though other solutions are also possible (promotion of women's careers, education, equality on merit and talent).

However it seems appropriate to enhance and **structure female solidarity.** To achieve this women have to learn to work in networks. This is because stereotypes and other prejudice about women die hard. The aim is to help women choose a career path freely that goes together with a private and family life. **Legislation has to be modified but mentalities also.**

Vaira VIKE-FREIBERGA, former President of Latvia, Vice-President of the Reflection Group on the long-term Future of the EU.



Having said this we must not delude ourselves about women's situation in Europe. It has to be said that although Europe is moving forwards with regard to its human and institutional aspects **this does not go hand in hand with male/female parity – neither in the public nor in the private sphere.** Potential improvements are not only identifiable in areas where a

specific law has been implemented. The strength of prejudice and hostility which women who want to play on an equal footing with men are subject to continues in the European sphere and represents the main obstacle to progress in terms of parity.

The solution lies in the constant fight against prejudice and stereotypes whatever their nature but also in the awareness that the end of the battle and the achievement of the resulting parity is not for the immediate future.

Even though a great deal still has to be done women in Europe are privileged, in comparison with women in other parts of the world and which in no way resembles the situation of women living in war zones. Women are indeed the first victims of conflict. In addition to this and apart from war situations their state seems dramatic when we consider excision and other types of mutilation that are undertaken in the name of religious, philosophical beliefs; we might also mention the exclusion of women from civil and political rights as is the case in certain countries of Africa and the Middle East.

Vladimir SPIDLA, European Commissioner for Employment, Social Affairs and Equal Opportunities.



Women have a vital role to play in society and yet their presence in the realms of power is more than inadequate. This under-representation is in itself a democratic shortfall. **The role**

played by political parties is fundamental. They are responsible for putting forward an adequate number of women and placing them in an eligible position. **The number of successive mandates** must be limited to enable the renewal of MPs. The national parliaments and the European Parliament have to adopt effective legislation, like Norway

has done, **in order to foster parity within the private sector and particularly amongst the major companies and boards in which women are under-represented.**

Various types of action can be undertaken to remedy this deficit. Increased awareness on the part of all players has to be initiated. Gender stereotypes have to be countered, notably with regard to educational and professional choices. Policies to reconcile private/professional life have to be improved. Women's political and private sector networks have to be developed. Finally women who work at the highest level should have profile in the public arena and serve as models.

It is important for the European Commission to defend male/female equality. **Europe has to show the example.**



Brigitte Grésy (IGAS), Nathalie de Baudry d'Asson (Le Lien public), Theresa Murphy (EWL), Evelyne Gebhardt (MEP), Victoria Appelbe (city of Bonn), Roza Thun (MEP),

The speakers have had **to work hard to assert themselves** in a world that was created by and for men. In Poland and Ireland women actively take part in local life even though this presence is not seen on a national level. In addition to this in the private sector many measures have been taken to facilitate women's employment in Germany. In Bonn the city council has invested in childcare facilities and established a structure that aims to advise women who want to create a company and for them to set up development strategies.

In Ireland the National Council of Women encourages women in rural areas or migrants to have self-confidence and to work. However Irish women face five major obstacles which prevent them rising to positions of responsibility: childcare, money, candidate selection procedures, culture and confidence. To achieve parity two parallel ways are possible: **legislation and representation**.

Legislation is a constraint for companies and individuals. **Quotas** would be a satisfactory solution because they make it possible to meet the invisible quota embodied by the logic of masculine cooptation. Financial sanctions should be established so that they are adhered to. This is far from being impossible because even within the conservative parties the idea of quotas is accepted.

According to the speakers the effectiveness of quotas no longer has to be proven.

Reconciling family and professional life has to be fostered. To this end the flexibility of careers must become a reality. Likewise tax reductions might help large families pay nursery fees for example.

But legislation alone is not enough. **Education** is necessary and this needs to take place from childhood on. Identity models must be re-designed and countered **in schools** thanks to new teacher training programmes. **In the media**, women's image is not representative of reality. Only 1/3 of airtime is given to them and when they do appear it is mainly as a witness or a victim and not as an expert. **In the way work is organised**, career management has to be re-designed – not in a linear way because this does not suit women's requirements. Finally **model women** have to be highlighted; their example could play a major role in encouraging and providing confidence.

Moreover women must not attempt to reproduce masculine behaviour but be themselves, show that they are creative and improve their profiles. Many political leaders foster parity and Europe should be a model for the world in this area.



Theresa Philippi (ÖVP), Barbara Matera (MEP), Radvilė Morkunaitė (MEP), Anna-Maria Corazza-Bildt (MEP), Emilie Turunen, (MEP), Anna-Greta Tsahkna (city of Tallinn), Anne Glémarec (Euronews)

From this exchange of points of view between young women involved in European political life the **cultural challenge** is still the key point, notably in the private sphere. Women should not stand as victims but get along together so that there is real development towards parity.

The youngest female representatives in the European Parliament enjoyed the support of their parties in order to help rejuvenate Europe's image. The new generation has been brought up with parity, IT's and greater opening to the world. In spite of the legitimacy of their actions there is still a great deal of criticism which targets a lack of credibility associated with their lack of political experience.

Commitment from an early age to social action is what these young women all have in common.

It is important to be involved in social work or in student movements to acquire the necessary know-how to enter political life.

The problems of male/female inequality are structural. In politics the idea of leadership remains essentially masculine. Young women still rely on their role within the family unit and yet they have a great deal to offer professionally in terms of competence. Women of the younger generations are strong, independent and organized. On the other hand they are still fragile and isolated because they often choose individual strategies in the face of difficulty. **Women's networks are vital.**

Political representation cannot only be based on ideas: to the representativeness of the various groups within society we have to add representativeness based on identities.

10 suggestions for the future

- 1.** The EU has a leading role to play in terms of male/female equality and it must continue to pull the Member States upwards and not just be satisfied with the lowest common denominator;
- 2.** Quotas are inevitable both in the political and the economic spheres;
- 3.** Policies that enable better reconciliation between private and professional life, notably by funding childcare facilities and promoting the flexibility of careers have to be improved;
- 4.** Legislation is a vital tool since it makes development obligatory, but above all mentalities have to be worked upon hence the primordial role of education;
- 5.** Civil society has to be involved, notably the media, in the design and implementation of legislation otherwise it remains ineffective;
- 6.** In depth work with the parties, on their structures as well as on the mentalities of their leaders is necessary because the parties are the ones to establish candidate lists;
- 7.** The development of advisory structures for example for women who want to create a company to help them rise to the challenges and also to promote self-confidence;
- 8.** Necessity to create solidarity between women from all political trends and to foster European women's networks irrespective of political trend;
- 9.** Young women must have positive female models in politics but also in companies and the media;
- 10.** The younger generations have to be targeted since they are more open to ideas of parity and equality and identify less with stereotypes and traditional mentalities.